

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Nous disons que le Canada doit rester défenseur de la vie et de la liberté, oui, mais aussi d'un sens de l'existence communautaire. Bref, nous disons non à l'accord et oui aux futures générations de Canadiens.

Des voix: Bravo!

La présidente suppléante (Mme Champagne): Poursuivons le débat. La ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall) a la parole.

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame la Présidente . . .

M. Murphy: On vous traite de la même façon à cause de son comportement idiot—maudit gorille.

M. Horner: Votre tension artérielle, Murph.

M. McDermid: Nous vous avons écouté hier soir.

M. Rodriguez: Regagnez votre cage.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La présidence pensait que les députés voulaient débattre la question. La ministre de l'Emploi et de l'Immigration a la parole.

M. Rodriguez: Non, nous ne sommes pas tenus de l'écouter.

Mme McDougall: Merci, madame la Présidente. En tant que patriote, moi aussi je prends la parole, mais je prends la parole pour appuyer le projet canado-américain d'accord de libre-échange.

Je parlerai de trois sujets. Premièrement, les conséquences positives du libre-échange pour les Canadiennes . . .

M. Nystrom: C'est une capitulation commerciale!

Mme McDougall: Ces interruptions sont-elles imputées à mon temps de parole, madame la Présidente?

M. Blackburn (Brant): Bien sûr! N'avez-vous pas entendu McDermid? On vous traite de la même façon.

M. Benjamin: McDermid est ici, Barbara, ne vous donnez pas la peine de poursuivre vos remarques.

M. Blackburn (Brant): Pourquoi ne pas vous asseoir en face d'elle, McDermid?

M. Nystrom: Comportez-vous comme un âne pour la deuxième fois aujourd'hui. Si vous êtes incapable d'endurer ce traitement, ne le réservez pas à d'autres.

M. McDermid: En effet. Vous ne m'avez jamais laissé finir un discours.

M. Rodriguez: Regagnez votre cage, McDermid.

M. Nystrom: Retournez à votre caverne.

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre, s'il vous plaît. La ministre a la parole.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

Mme McDougall: J'ai un message important à livrer aux Canadiens.

M. Nystrom: Permettez-moi d'en douter.

M. Riis: Soyons sérieux.

Mme McDougall: Je veux parler de l'incidence du libre-échange sur les Canadiennes, un sujet qui n'intéresse pas mes vis-à-vis. De fait, les questions féminines ne les intéressent pas du tout.

M. Rodriguez: Prenez-vous en à McDermid.

Mme McDougall: Deuxièmement, je souhaite parler des répercussions sur nos programmes sociaux. Troisièmement, je voudrais me pencher sur les effets du libre-échange sur l'emploi.

Je dois dire d'entrée de jeu que c'est notamment sur cet aspect que nous nous démarquons des autres partis.

M. Blackburn (Brant): Vive la différence!

M. Fulton: Neuf conservateurs assistent à votre discours. Beau jeu d'équipe!

Mme McDougall: Nous considérons que les femmes contribuent à l'économie canadienne, à titre de travailleuses, d'entrepreneures et de consommatrices. Les femmes ont droit à une part considérable des occasions et des avantages qui découleront du libre-échange, et elles l'auront.

M. Riis: Nommez-en un.

Mme McDougall: Si vous écoutiez, vous en sauriez quelque chose.

Le libre-échange va donner de meilleures perspectives d'emploi aux femmes dans le secteur des services . . .

M. Cassidy: La chance de travailler chez McDonald.

Mme McDougall: . . . où travaillent 84 p. 100 des femmes qui occupent un emploi.

M. Blackburn (Brant): Vous feriez bien de ne pas lire.

M. Fulton: On ne doit pas lire de discours à la Chambre. C'est contraire au Règlement.

Mme McDougall: Les femmes peuvent s'attendre à de nouveaux débouchés professionnels et à de meilleures perspectives de carrière.

M. Hnatyshyn: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Nous avons écouté sans intervenir la réponse du chef du Nouveau parti démocratique. Je me demande si les députés du Nouveau parti démocratique n'auraient pas la courtoisie de permettre à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration de parler. Ces gens qui disent croire en la démocratie devraient permettre la liberté de parole à la Chambre des communes.